

Niger: points de vue sur l'initiative 3N

Mamoudou Hassane (mhassane64@yahoo.fr) et
Moussa Tchangari (tchangari@yahoo.fr)

EN AVRIL 2012, le Niger a adopté une nouvelle politique de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Repasant sur une approche décentralisée et multisectorielle, cette stratégie se veut résolument novatrice. Mamoudou Hassane (Haut commissariat à l'i3N) et Moussa Tchangari (Alternative Niger) exposent leur point de vue sur cette initiative.

► Mamoudou Hassane est conseiller technique au sein du Haut commissariat à l'Initiative 3N. Rattaché à la Présidence de la République, le Haut commissariat à l'i3N a pour mission de piloter la mise en œuvre de l'i3N.

► Moussa Tchangari est Secrétaire général d'Alternative Niger, une organisation de la société civile qui a pour objectif de contribuer à l'éveil politique et à l'émergence d'une culture citoyenne au Niger, par la diffusion d'articles et de rapports, et l'animation d'une radio associative.

► Les données utilisées dans les graphiques sont extraites de la présentation réalisée par le Haut commissariat à l'i3N, lors d'un atelier organisé en juin 2013 à Ouagadougou sur l'état d'avancement des Programmes nationaux d'investissements agricoles (Pnia) des pays membres de la Cedeao.

GDS: Dans quelle mesure l'initiative 3N (i3N) constitue-t-elle une approche novatrice pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger ?

MAMOUDOU HASSANE (MH): Pour rappel, la Stratégie de développement rural (SDR) avait été mise en place en 2003, dans le contexte des politiques d'ajustement imposées par la Banque mondiale et le FMI. L'i3N a quant à elle été élaborée suite à l'adoption d'une nouvelle stratégie considérant que c'est au Niger, et non à ses partenaires, de définir ses priorités. Son caractère novateur réside tout d'abord dans la vision qu'elle porte : « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens ».

Ensuite, elle place la sécurité alimentaire et nutritionnelle au centre et puise dans l'ensemble des politiques et stratégies nationales en lien avec ces enjeux, y compris la SDR. Elle intègre les questions de nutrition, de protection sociale, de réduction de risques de catastrophes, d'accessibilité des ménages à l'alimentation, de gestion et prévention des crises. Un Haut commissariat à l'i3N a été conçu et rattaché directement à la Présidence de la République afin de mobiliser les différents ministères et de manifester l'engagement fort des autorités.

Enfin, alors que la mise en œuvre de la SDR s'appuyait sur l'échelle régionale et les services techniques, l'i3N privilégie le niveau de la commune et confie aux services techniques un rôle d'accompagnement des paysans, pour qu'ils formulent eux-mêmes les besoins et projets à financer.

GDS: En quoi consiste cette approche communale ?

MH: La commune est le niveau d'identification, de planification et d'exécution des interventions. Chaque commune définit un plan d'actions, identifiant les mesures à mettre en place pour résoudre les problèmes de développement agricole et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. On passe ensuite en revue les programmes existant dans la commune afin d'identifier les gap à combler, pour lesquels nous mobilisons les budgets des communes et les appuis du budget national et de nos partenaires. Des ressources humaines sont déployées sur le terrain pour renforcer les capacités d'intervention des communes. Cette approche place les populations au cœur de la dynamique de développement, pour les libérer de l'esprit de dépendance vis-à-vis de l'aide qui a pu se développer à la faveur des crises et des interventions humanitaires.

GDS: La forte implication des partenaires du Niger ne compromet-elle pas les efforts visant à briser cette dépendance ?

MH: Ce qui avait manqué au Niger, c'est que l'État lui-même assume le leadership des politiques. Pour cela, il doit investir des ressources propres et renforcer ses mécanismes de coordination, de suivi et d'évaluation des financements et appuis. Nous y travaillons. En ce qui concerne les financements, les prévisions sur le budget national pour la campagne agricole 2011-2012 ont été respectées et celui-ci est sans com-

Budget prévu et mobilisé (2012-2015)

En FCFA

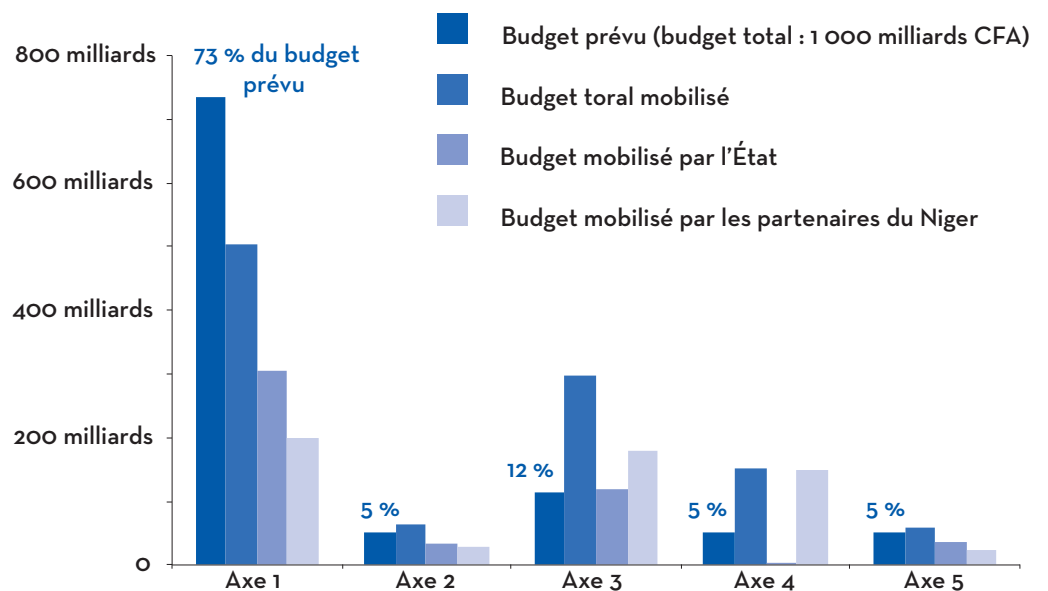
Axe 1 : Accroissement et diversification des productions

Axe 2 : Approvisionnement des marchés

Axe 3 : Amélioration de la résilience des populations

Axe 4 : Amélioration de la nutrition

Axe 5 : Animation, coordination, impulsion des réformes



mune mesure avec le budget des années antérieures. Cependant, la crise sécuritaire au Sahel à partir de 2012 a contraint l'État à puiser dans les ressources destinées aux secteurs sociaux et productifs (en particulier l'agriculture) pour la sécurité du territoire.

GDS : *Dans un pays régulièrement touché par des crises alimentaires, n'est-il pas difficile de concilier interventions d'urgence et actions de plus long terme ?*

MH : L'i3N a deux dimensions : le développement agricole durable (73 % du budget) et le renforcement de la résilience des populations vulnérables. Les 5 axes de l'i3N intègrent l'urgence et le développement. Mais il est vrai que si nous avons réussi à mobiliser près de 200 % des besoins à financer sur les actions de prévention et de gestion des crises, nous sommes en dessous des objectifs pour l'accroissement et la diversification de la production.

GDS : *Quelles mesures sont mises en œuvre pour améliorer la résilience des populations vulnérables ?*

MH : Nous avons mis en place des subventions, en particulier sur les intrants, plusieurs types de transferts sociaux (transferts monétaires, transferts d'aliments y compris les cantines scolaires, programmes de travaux de haute intensité de main d'œuvre), des exonérations de droits et taxes sur les machines et le matériel destinés à l'agriculture ou sur des services en appui au monde rural. Nous promovons aussi des pratiques familiales essentielles en matière de nutrition et nous menons un travail visant à réduire les coûts du carburant et de l'électricité.

GDS : *Ces mesures touchent-elles les populations rurales les plus pauvres ?*

MH : Il est certain que les mesures les plus efficaces immédiatement pour toucher les plus pauvres sont les distributions gratuites et ventes à prix modérés de vivres pendant la soudure. Ces mesures permettent d'éviter que ces populations ne s'endettent, décapi-talisent leurs moyens d'existence ou abandonnent les travaux champêtres. Mais en dehors des ménages extrêmement vulnérables, je suis contre la gratuité, qui peut avoir des effets pervers et renforcer l'esprit d'assistanat. Pour les ménages modérément vulnérables, on doit rester dans une posture d'accompagnement, en réduisant les coûts et en créant des facilités.

GDS : *Comment expliquez-vous que le Niger connaisse encore des crises alimentaires, malgré les ressources et les efforts importants consacrés à lutter contre la faim ?*

MOUSSA TCHANGARI : Il est vrai que plusieurs initiatives ont été lancées, mais on ne peut pas dire que des ressources importantes ont été investies dans le secteur agricole. Si le Niger connaît des crises alimentaires, c'est justement parce qu'il n'investit pas assez de ressources pour lutter contre la faim et soutenir la production agricole. Il faut accroître les investissements publics. C'est une question de volonté politique. Le Niger dispose de ressources non négligeables, notamment minières, et notre consti-

tution est claire sur ce point : ces ressources doivent servir à développer des secteurs prioritaires, comme l'agriculture, l'élevage, l'éducation, la santé.

GDS : *L'i3N constitue-t-elle une approche très différente de celle qui prévalait avant ?*

MT : La SDR mettait le focus sur la lutte contre la pauvreté et elle englobait l'ensemble du développement rural ; tandis que l'i3N se concentre sur la sécurité alimentaire et n'accorde pas assez d'importance à certains aspects du développement rural, comme l'hydraulique, les infrastructures routières ou les services sociaux en milieu rural. Ensuite, l'i3N, avec son slogan « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », se présente comme un changement de vision, mais le financement de l'i3N repose toujours principalement sur des ressources extérieures.

GDS : *L'i3N concilie-t-elle bien interventions d'urgence et actions de plus long terme ?*

MT : Cela reste à voir dans les années à venir car l'i3N est récente. Mais nous avons globalement au Niger un problème de fond à ce niveau-là. Une évaluation, conduite du temps de la SDR, a montré que le volume d'argent consacré à la gestion des crises dépasse de loin les investissements dans le développement. Selon nos calculs, 404 milliards de CFA ont été dépensés pour gérer les crises alimentaires de 2011 et 2012 alors que de 2007 à 2010, l'ensemble des dépenses pour tout le secteur rural s'élevait à 302 milliards. Si on ne fait que gérer les crises, on ne pourra pas sortir de ce cercle vicieux de dépendance.

GDS : *Comment éviter cette situation dans un pays régulièrement exposé à des crises alimentaires ?*

MT : Si on soutenait suffisamment la production agricole, on n'aurait pas des crises alimentaires tous les 2 ans. Investir dans la production irriguée nous permettrait de mieux faire face aux aléas climatiques. Consacrer plus de ressources à l'élevage contribuerait à améliorer la résilience des populations. C'est un secteur clé pour sortir les ménages de la pauvreté et il contribue fortement à l'économie du pays. Pourtant il est délaissé par l'État.

GDS : *Selon vous, le ciblage des zones et populations prioritaires pour les actions en faveur de la résilience est-il performant ?*

MT : Il y a un véritable problème de ciblage, qu'il s'agisse des actions d'urgence ou de développement. D'après nos analyses, les services sur le terrain ne disposent pas de moyens de fonctionnement suffisants. Or ce sont ces services qui sont sollicités par les producteurs afin de porter leurs projets, et qui sont chargés d'analyser la situation des communautés locales. L'i3N affirme que les communes sont la porte d'entrée. Mais, concrètement, le transfert des compétences, même dans les domaines où il est effectif, ne s'est pas accompagné d'un transfert de ressources. Or sans ressources, on ne peut rien faire de concret. ■